



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA HAUTE-LOIRE

**DIRECTION DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DE L'ADMINISTRATION LOCALE  
BUREAU DU CONTRÔLE DE LEGALITE ET DES AFFAIRES JURIDIQUES**

**ARRÊTÉ COMPLEMENTAIRE N° DIPPAL-B3/2014-065**

portant changement d'exploitant et prescrivant la mise en œuvre des garanties financières pour la mise en sécurité des installations d'une usine de fabrication de boisseaux de cheminées en terre cuite sur la commune de Vergongheon

*Le Préfet de la Haute-Loire,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite*

- VU le code de l'environnement, notamment son titre 1<sup>er</sup> du livre V et en particulier l'article R.516-1 ;
- VU l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution des garanties financière en application de l'article L.516-1 du code de l'environnement ;
- VU l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 22 janvier 2008 modifié le 18 juillet 2013 autorisant la société IMERYS TC à poursuivre l'exploitation d'une usine de fabrication de boisseaux de cheminées en terre cuite sur le territoire de la commune de Vergongheon ;
- VU la déclaration de changement d'exploitant présentée le 28 octobre 2013 par la société BOUYER LEROUX STRUCTURE et complétée le 23 décembre 2013 et le 19 mars 2014 ;
- VU les propositions de calcul du montant des garanties financières jointes à cette déclaration ;
- Vu le rapport de l'inspecteur des installations classées en date du 24 mars 2014 ;
- Vu l'avis en date du 24 avril 2014 du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques au cours duquel le demandeur a eu la possibilité d'être entendu ;
- Vu le projet d'arrêté porté le 29 avril 2014 à la connaissance du demandeur ;
- Vu l'absence d'observation de la part du demandeur sur ce projet ;

CONSIDERANT que le changement d'exploitant des installations devant constituer des garanties financières en application de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé est soumis à autorisation préfectorale ;

SUR PROPOSITION de monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Loire ;

**ARRÊTÉ**

### **Article 1 : Objet**

La société BOUYER LEROUX STRUTURE, dont le siège social est sis à L'Etablère 49280 LA SEGUINIÈRE, se substitue à la société IMERYS TC dans l'intégralité des droits et obligations rattachés à l'autorisation d'exploiter une usine de fabrication de boisseaux en terre cuite rue Jean Pomel à Vergongheon.

La société BOUYER LEROUX STRUTURE est tenue de constituer des garanties financières visant la mise en sécurité de ses installations.

### **Article 2 : Nature des garanties financières**

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour les activités suivantes :

Rubrique ICPE	Libellé des rubriques/alinéa
2523	Céramiques et réfractaires (fabrication de produits) à partir d'une capacité de production de 75 t/j

Les mesures visant la mise en sécurité d'un site en activité (clôture et réseau de surveillance des eaux souterraines) sont exclues de la présente garantie financière à condition qu'elles soient toujours en bon état, mis à part la réalisation d'un diagnostic.

### **Article 3 : Montant des garanties financières**

Le montant des garanties financières est fixé conformément à l'article 2 à 97 625 euros TTC.

Ce montant est fixé sur la base d'un indice TP01 de 706,7 à la date de février 2014 et d'un taux de la TVA de 20 %.

### **Article 4 : Établissement des garanties financières**

Avant le 1<sup>er</sup> juillet 2014, l'exploitant adresse au préfet :

- le document attestant la constitution des garanties financières établie dans les formes prévues par l'arrêté du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;
- la valeur datée du dernier indice public TP01 et du taux de la TVA qui ont été utilisées.

L'échéancier de constitution des garanties financières est le suivant :

- constitution de 20% du montant initial des garanties financières pour le 1<sup>er</sup> juillet 2014,
- constitution supplémentaire de 20% du montant initial des garanties financières par an pendant quatre (4) ans.

En cas de constitution des garanties financières sous la forme de consignation entre les mains de la Caisse des Dépôts et Consignations :

- constitution de 20% du montant initial des garanties financières pour le 1<sup>er</sup> juillet 2014,
- constitution supplémentaire de 10% du montant initial des garanties financières par an pendant huit (8) ans.

### **Article 5 : Renouvellement des garanties financières**

Le renouvellement des garanties financières intervient au moins trois mois avant la date d'échéance du document prévu à l'article 4 du présent arrêté.

Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 susmentionné.

### **Article 6 : Actualisation des garanties financières**

Sans préjudice des dispositions de l'article R. 516-5-1 du Code de l'environnement, l'exploitant présente au préfet à minima tous les 5 ans, un état actualisé du montant de ses garanties financières par application au montant de référence figurant à l'article 3 ci-dessus, de la méthode d'actualisation précisée à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé.

### **Article 7 : Révision du montant des garanties financières**

Le montant des garanties financières pourra être révisé lors de toutes modifications des conditions d'exploitation telles que définies à l'article R.512-33 du code de l'environnement.

### **Article 8 : Absence de garanties financières**

Outre les sanctions rappelées à l'article L.516-1 du code de l'environnement, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension du fonctionnement des installations classées visées à l'article 2 du présent arrêté, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L.171-8 de ce code. Conformément à l'article L.171-9 du même code, pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

### **Article 9 : Appel des garanties financières**

En cas de défaillance de l'exploitant, le préfet peut faire appel aux garanties financières :

- lors d'une intervention en cas d'accident ou de pollution mettant en cause directement ou indirectement les installations soumises à garanties financières,
- ou pour la mise sous surveillance et le maintien en sécurité des installations soumises à garanties financières lors d'un événement exceptionnel susceptible d'affecter l'environnement.

### **Article 10 : Levée de l'obligation de garanties financières**

L'obligation de garanties financières est levée à la cessation d'exploitation des installations visées à l'article 2 du présent arrêté, et après que les travaux couverts par les garanties financières ont été normalement réalisés.

Ce retour à une situation normale est constaté, dans le cadre de la procédure de cessation d'activité prévue aux R. 512 39-1 à R. 512-39-3 du code de l'environnement, par l'inspection des installations classées qui établit un procès-verbal de récolement.

L'obligation de garanties financières est levée par arrêté préfectoral.

En application de l'article R. 516-5 du code de l'environnement, le préfet peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une évaluation critique par un tiers expert des éléments techniques justifiant la levée de l'obligation de garanties financières.

### **Article 11 : Recours**

Le présent arrêté est contestable par l'exploitant devant le tribunal administratif de Clermont-Ferrand pendant un délai de deux mois à compter de sa date de notification.

### **Article 12 : Publicité**

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Vergongheon pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de l'arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles le site est soumis, sera affiché en mairie pendant une durée minimale d'un mois. Le procès verbal de l'accomplissement de ces formalités sera établi par le maire.

Le même extrait sera affiché en permanence et de façon visible à l'entrée du site par les soins de l'exploitant.

Un avis au public sera inséré par les soins de la préfecture et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

### **Article 13 : Notification**

M. le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Loire ;

M. le sous-préfet de Brioude ;

M. le maire de Vergongheon ;

M. le responsable de l'unité territoriale de la Haute-Loire de la DREAL Auvergne ;

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à monsieur Christophe MERAND, directeur d'exploitation de la société Bouyer Leroux Structure – rue Jean Pomel – 43360 VERGONGHEON

et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Haute-Loire.

Fait à Le Puy en Velay, le 15 mai 2014

Pour le Préfet et par délégation,  
le Secrétaire général,

  
Régis CASTRO